

ACTION URGENTE

DES REFUGIÉS EXPULSÉS DE FORCE D'UN CENTRE DE DÉTENTION

La situation demeure inquiétante pour des centaines de réfugiés et demandeurs d'asile alors que les autorités ont expulsé de force des réfugiés du centre de détention de Lombrum le 23 novembre, trois semaines après avoir supprimé les services essentiels. Ils demeurent exposés à des violences de la part de membres de la population locale et des forces de sécurité.

Les autorités de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont envoyé le 23 novembre, vers 8 heures, des policiers et des agents de l'immigration, armés de baguettes et de couteaux, au centre de détention de Lombrum sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ils ont annoncé aux quelque 420 réfugiés et demandeurs d'asile encore présents dans le centre qu'ils avaient une heure pour préparer leur transfert. Toutefois, après quelques heures de résistance pacifique, ils ont détruit leurs réserves d'eau de pluie et de nourriture et ont embarqué de force certains réfugiés à bord de bus pour les conduire dans d'autres centres de détention sur l'île.

Les policiers et les agents ont arrêté et détenu pendant plus de deux heures Behrouz Boochani, un réfugié qui est aussi journaliste et défenseur des droits humains. Une quarantaine d'hommes ont été expulsés de force du camp Oscar le 23 novembre ; certains ont affirmé en avoir vu d'autres être frappés ou blessés pendant l'opération. La police menace d'expulser de force les centaines de réfugiés toujours présents sur le site.

Le 31 octobre, le gouvernement australien a retiré tout le personnel et tous les services du centre de détention de Lombrum, sur l'île de Manus, où des réfugiés et des demandeurs d'asile avaient été envoyés dans le cadre de la politique cruelle et illégale de traitement hors de ses frontières mise en œuvre par l'Australie. Plus de 600 hommes ont reçu l'ordre de se rendre dans les centres de « transit » plus proches de la ville, ce qui accroît les risques quant à leur sécurité. Les nouvelles structures à Hillside Haus et Lorengau Ouest ne sont pas terminées et n'ont pas de clôtures sûres ni d'alimentation suffisante en électricité.

Les réfugiés et demandeurs d'asile ont résisté pacifiquement au transfert car ils craignent pour leur sécurité. Certains ont déjà été attaqués par des habitants dans la ville de Lorengau, parfois armés de machettes, et plusieurs personnes ont été grièvement blessées. Les autorités n'ont pas pris les mesures nécessaires pour les protéger contre ces violences.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités à garantir la sécurité de tous les réfugiés et demandeurs d'asile, et notamment à veiller à ce qu'ils ne soient pas soumis à des violences de la part de la population locale ou d'agents des forces de sécurité ou de sociétés de sécurité privées, et à ce que les policiers n'arrêtent pas les militants pacifiques ;
- demandez-leur de veiller à ce que tous les réfugiés et demandeurs d'asile bénéficient de conditions de vie acceptables, et notamment à ce qu'ils aient accès à des soins médicaux, à des installations sanitaires, à de l'eau et de la nourriture, et à des installations électriques et d'autres installations de base ;
- appelez-les à transférer sans délai vers l'Australie tous les réfugiés et à veiller à ce que toutes les personnes ayant obtenu le statut de réfugié soient autorisées à s'installer en Australie ou dans un pays tiers sûr.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 JANVIER 2018 À :

Ministre de l'Immigration et de la
Protection des frontières d'Australie

Peter Dutton
PO Box 6022
Parliament House
Canberra ACT 2600 - Australie
Fax : +61 (02) 6273 4144
Courriel : minister@border.gov.au
Twitter : @PeterDutton_MP

**Formule d'appel : *Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,***

Ministre de l'Immigration et de la
Protection des frontières de Papouasie-
Nouvelle-Guinée

Petrus Thomas
National Parliament
Parliament House
Waigani / Port Moresby, NCD
Papouasie-Nouvelle-Guinée
**Formule d'appel : *Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,***

Copies à :

Ministre adjoint de l'Immigration et de la
Protection des frontières d'Australie
Alex Hawke
Tél. : 02 6277 4430
Courriel : minister@border.gov.au OR
alex.hawke.mp@aph.gov.au
Fax : +61 (02) 6277 8522
Twitter : @AlexHawkeMP

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Australie dans votre pays (adresses à insérer) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 184/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa12/7380/2017/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES RÉFUGIÉS EXPULSÉS DE FORCE DU CENTRE DE DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis le 31 octobre, le centre n'est plus approvisionné en eau, en nourriture et en électricité et les réfugiés ont dû creuser le sol pour trouver de l'eau et recueillir l'eau de pluie dans des poubelles car leurs réserves d'eau s'épuisent. Le grave manque d'accès à des soins médicaux et la détérioration rapide des conditions sanitaires leur font courir de grands risques au niveau de leur santé et de leur bien-être.

En août 2012, l'Australie a mis en place un système de détention des réfugiés hors de ses frontières, dans le cadre duquel toute personne arrivant en bateau sur un territoire extérieur de l'Australie est placée en détention dans un centre de traitement à Nauru ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée. À la mi-2013, le pays a adopté une nouvelle loi au titre de laquelle toute personne arrivant en bateau sur le territoire australien, y compris en Australie continentale, se voit interdire de demander l'asile dans le pays. Le gouvernement n'a cependant pas publiquement reconnu que cette politique de détention et de traitement des réfugiés hors de ses frontières représente en réalité une mesure punitive et a pour conséquence de soumettre des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à des violences systématiques sur l'île de Manus (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et à Nauru.

Les demandeurs d'asile et réfugiés ont été envoyés sur l'île de Manus, à 300 km au large de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans le cadre d'un accord bilatéral entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Près de 800 réfugiés et demandeurs d'asile se trouvent actuellement en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cependant, le 26 avril 2016, la Cour suprême de cet État a statué qu'il était illégal de transférer et de placer des demandeurs d'asile en détention sur l'île de Manus et que cela bafouait le droit à la liberté individuelle garanti par la Constitution. Le ministre australien de l'Immigration a alors annoncé que le centre de Lombrum, sur l'île de Manus, serait fermé, mais que les personnes qui y étaient détenues ne seraient pas conduites en Australie.

Le centre de transit de Lorengau Est aurait été construit pour accueillir entre 300 et 400 personnes. Or, près de 700 personnes se trouvent actuellement sur l'île de Manus, dans deux centres de détention. Leur transfert au centre de transit de Lorengau Est entraînerait une surpopulation dangereuse, et le centre se situe plus près des habitants de l'île, dont certains ont mené des attaques contre des réfugiés et demandeurs d'asile. Les récentes violences ont exacerbé les inquiétudes des réfugiés quant à leur transfert forcé vers le « centre de transit ». Il y a quatre centres pour réfugiés et demandeurs d'asile sur l'île de Manus : le centre de détention initial, que le gouvernement australien appelle le centre régional de traitement, situé sur la base navale de Lombrum (à environ 20 kilomètres de Lorengau, la principale ville de l'île de Manus), le centre de transit de Lorengau Est (à environ 5 kilomètres de Lorengau), et deux nouveaux centres sur un site à Ward One, que l'on appelle « Hillside Haus » et « Lorengau Ouest » (à environ 10 kilomètres de Lorengau). Les deux derniers centres sont toujours en travaux et ne sont pas prêts à accueillir des réfugiés.

Les réfugiés ont été périodiquement victimes d'agressions physiques et de violences verbales infligées par des habitants de l'île et des membres de la police et des forces armées de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ils sont donc très menacés, mais ne peuvent pas quitter cet État, à moins qu'ils ne retournent dans le pays qu'ils avaient fui. Les réfugiés ne peuvent pas travailler ou se rendre ailleurs en Papouasie-Nouvelle-Guinée sans la permission des services de l'immigration. Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas de violences, notamment lorsque des militaires de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont tiré plusieurs coups de feu dans le centre de détention pour réfugiés sur l'île de Manus le 14 avril 2017.

Amnesty International a demandé que le centre de détention pour réfugiés sur l'île de Manus soit fermé et que tous les réfugiés et demandeurs d'asile soient mis en sécurité en Australie. En fermant le centre de détention uniquement pour déplacer les réfugiés vers d'autres centres de transit sur l'île de Manus, les autorités mettent encore davantage leurs droits en danger. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a publiquement exprimé ses inquiétudes quant à la détérioration de la situation et a déclaré que « la fermeture prévue du centre de l'île de Manus [...] ne doit avoir lieu qu'à la condition que les services vitaux continuent d'être assurés, conformément aux obligations actuelles de l'Australie envers les réfugiés et les demandeurs d'asile que le pays a transférés en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru. »

Noms : Réfugiés et demandeurs d'asile sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Femmes et hommes)
Action complémentaire sur l'AU 184/17, ASA 12/7499/2017, 23 novembre 2017

URGENT ACTION

REFUGEES FORCIBLY REMOVED FROM DETENTION CENTRE

There are ongoing concerns for hundreds of refugees as authorities forcibly relocated men from the Lombrum detention centre on 23 November, three weeks after all essential services were shut down. These refugees and asylum-seekers remain at further risk of violence from members of the local community and security forces.

Papua New Guinea authorities sent police and immigration officials, armed with sticks and knives, into the Lombrum detention centre on Manus Island, Papua New Guinea (PNG) at around 8am on 23 November. Officials announced that the estimated 420 remaining refugees and asylum seekers had one hour to prepare for relocation. However, after several hours of peaceful resistance by the men, the officials destroyed their food and rainwater supplies and forcibly moved some refugees onto buses to transport them to other detention facilities on the island.

PNG officials arrested and detained for more than two hours a refugee, Behrouz Boochani, who is also a leading human rights activist and journalist. Around 40 men were forcibly removed from Oscar Compound on 23 November, with some refugees saying they witnessed others being beaten or injured in the move. Police are threatening to forcibly move the hundreds of men still at the centre.

On 31 October, the Australian government withdrew all personnel and services from the Manus Island detention centre at Lombrum, where refugees and asylum-seekers were sent as part of Australia's cruel and illegal 'offshore processing' policies. The more than 600 men were told to move to so-called 'transit' centres closer to town, increasing risks to their safety. The new facilities at Hillside Haus and West Lorengau are not yet complete and do not have secure fences or a proper power supply.

The refugees and asylum-seekers have peacefully resisted moving as they fear for their personal safety. Locals have previously attacked refugees in the town of Lorengau, sometimes with machetes, and left several individuals badly injured. No action by the authorities has been taken to adequately protect the refugees from such violence.

Please write immediately in English or your own language urging the PNG and Australian authorities to:

- Ensure the safety and security of all refugees and asylum-seekers, including from violence by local communities, security forces or private security contractors and for police to refrain from arresting peaceful activists;
- Ensure all refugees and asylum-seekers have access to acceptable living conditions, including access to adequate medical care, sanitation, food and water, electricity and other essential facilities;
- Immediately bring all men to Australia and ensure all those granted refugee status have the right to settle in Australia or safe third countries.

PLEASE SEND APPEALS BEFORE 4 JANUARY 2018 TO:

Minister of Immigration and Border Protection

Mr Peter Dutton
PO Box 6022
Parliament House
Canberra ACT 2600
Fax: +61 (02) 6273 4144
Email: minister@border.gov.au
Twitter : @PeterDutton_MP
Salutation: Dear Minister

Minister for Immigration and Border Protection (PNG)

Mr Petrus Thomas
National Parliament
Parliament House,
Waigani
Port Moresby, NCD
Papua New Guinea
Salutation: Dear Minister

And copies to:

Assistant Minister for Immigration and Border Protection

Alex Hawke
Phone: 02 6277 4430
Email: minister@border.gov.au OR
alex.hawke.mp@aph.gov.au
Fax: +61 (02) 6277 8522
Twitter: @AlexHawkeMP

Also send copies to diplomatic representatives accredited to your country. Please insert local diplomatic addresses below:

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Email Email address Salutation Salutation

Please check with your section office if sending appeals after the above date. This is the third update of UA 184/17. Further information:

<https://www.amnesty.org/en/documents/asa12/7380/2017/en/>

URGENT ACTION

REFUGEES FORCIBLY REMOVED FROM DETENTION CENTRE

ADDITIONAL INFORMATION

Since Tuesday, 31 October, all water, food and power supplies have been cut off from the centre and the men have resorted to digging for ground water and catching rain in bins as their supplies run low. With severely limited access to medical care, and a rapid deterioration of sanitary conditions, these men have faced serious risks to their health and well-being.

In August 2012, Australia introduced its offshore detention regime, under which everyone arriving by boat to an external Australian territory would be detained in a Refugee Processing Centre on Nauru or Papua New Guinea. In mid-2013, Australia enacted further legislation that meant anyone who arrived by boat anywhere in Australia – including the mainland – would be barred from seeking asylum in the country. The Government however has not publicly recognized that this offshore detention and procession policy is in fact punitive and has subjected thousands of men, women and children to systematic abuse on Manus, PNG and on Nauru.

Asylum-seekers and refugees have been sent to Manus Island, 300km off the coast of Papua New Guinea, as part of a bilateral agreement between Australia and PNG. Nearly 800 refugees and asylum-seekers are currently in Papua New Guinea. However, on 26 April 2016, the Supreme Court of Papua New Guinea ruled that the transfer and detention of asylum-seekers in Manus Island are both illegal and in breach of the right to personal liberty recognized by the constitution of Papua New Guinea. This led to the announcement by the Australian Immigration Minister that the Manus refugee centre at Lombrum would be shut down but that the people detained in the centre would not be brought to Australia.

The East Lorengau Transit Centre was reportedly built to accommodate 300-400 people, but there are around 700 people in total on Manus Island, currently at two centres. Not only would the move lead to dangerous overcrowding, the East Lorengau transit centre also moves the refugees closer to local communities, some of whom have perpetrated attacks on them. The recent violence has exacerbated refugees' concerns about the forcible relocation to the so-called transit centre. There are four centres for refugees and asylum seekers on Manus Island – the original detention centre, which the Australian government refers to as a 'Regional Processing Centre' based at Lombrum Naval Base (around 20 kilometres from Lorengau, the main town on Manus Island); the East Lorengau Transit Centre (around 5 kilometres from Lorengau), and two new facilities on the one site, located at Ward One, referred to as 'Hillside Haus' and 'West Lorengau' (around 10 kilometres from Lorengau). The last two facilities are still under construction and are not ready for refugees to live there.

The refugees have been subjected to periodic physical attacks and verbal abuse by some local people and members of the PNG police and armed forces. This has left them highly vulnerable but unable to leave PNG except to return to the countries from which they originally fled. Refugees cannot work or travel to other parts of PNG without permission from immigration officials. Amnesty International has documented several incidents of violence, including on 14 April 2017 when multiple bullets were fired into the Manus refugee detention centre by PNG soldiers.

Amnesty International has called for the refugee detention centre on Manus Island to be closed and all refugees and asylum-seekers to be brought to safety in Australia. The closure of the detention centre only to move refugees to other so-called transit centres on Manus Island increases the already grave risks to their human rights. The UN Refugee Agency, UNHCR, has publicly expressed its concerns over the deteriorating situation and has said that "the planned closure of the Manus [...] Centre must only take place in the context of continued critical services and in line with Australia's ongoing responsibility for the refugees and asylum-seekers it has transferred to Papua New Guinea and Nauru".

Name: Refugees and Asylum-seekers in Manus Island, Papua New Guinea
Gender m/f: both

Further information on UA: 184/17 Index: ASA 12/7499/2017 Issue Date: 23 November 2017